

Introduction

Le droit administratif et l'invention du juge

Chapitre 1 : La délimitation d'un contentieux administratif

Section I : L'absence de choix par les constituants

A. En 1790, l'Assemblée constituante est saisie de deux propositions d'organisation qu'elle rejette toutes les deux.

B. Dix ans plus tard, en l'an VIII, la conséquence de cette situation est concrétisée au plan organique.

Section II : L'unification par le Conseil d'Etat

A. Les ministres

B. Les conseils de préfecture

C. Le Conseil d'État

Chapitre 2 : La construction d'une juridiction administrative

Introduction : Statut constitutionnel de la juridiction administrative

Section I : Les différentes juridictions

§ 1. - Le Conseil d'État

A. Organisation des formations de jugement

B. Compétence juridictionnelle

a) en premier ressort

b) en appel

c) en cassation

d) sur renvoi

§ 2. - Les tribunaux administratifs

§ 3. - Les cours administratives d'appel

Section II : Les divisions du contentieux administratif

§ 1. - Le contentieux de pleine juridiction ou plein contentieux

§ 2. - Le contentieux de la légalité

§ 3. - Le contentieux de l'interprétation

§ 4. - Le contentieux de la répression

Section III : Les principes fondamentaux des recours et du jugement

Sous-section I : L'exercice des recours

§ 1. - Principe de l'absence d'effet suspensif du recours

A. Le référé-suspension

B. Le référé-liberté

C. Le référé conservatoire

§ 2. - Conditions de recevabilité des recours

A. Conditions de forme

a) Présentation de la requête

b) Ministère d'avocat

- c) Justification du mandat d'action
- d) Documents d'urbanisme et décisions relatives à l'occupation des sols

B. Conditions de fond

- a) La capacité de l'auteur du recours
- b) L'intérêt donnant qualité à agir
- c) La décision préalable
- d) Le délai de recours
- e) L'obligation du recours administratif préalable

§ 3. - Possibilités de régularisation

Sous-section II : Le jugement et son exécution

§ 1. - Le déroulement du jugement

A. De l'instruction à l'audience

B. La décision juridictionnelle et les pouvoirs du juge

§ 2. - L'exécution des décisions juridictionnelles

A. Valeur des décisions juridictionnelles

B. Obligation d'exécution et sanction de l'inexécution

a) L'annulation du refus

b) La saisine du Médiateur

c) La demande d'astreinte

d) Le paiement direct

Première Partie

Le droit administratif, espace d'interprétation du juge

Chapitre 1 : Les contours de la compétence de la juridiction administrative

Section I : L'incompétence de la juridiction administrative vis-à-vis des litiges étrangers à la fonction administrative

§ 1. - Les lois et les conventions internationales

A. Contrôle de l'existence et de l'entrée en vigueur

B. Interprétation

C. Appréciation de validité

§ 2. - Les actes des pouvoirs publics constitutionnels en tant que tels

A. Les actes de gouvernement

a) Définition

b) Identification

1°) Les rapports constitutionnels des pouvoirs publics entre eux

2°) Les actes accomplis par les organes exécutifs dans leurs rapports avec les organisations internationales et les États étrangers

c) Limitation

B. Les actes des assemblées parlementaires

C. Les actes du Conseil constitutionnel

§ 3. - Les actes d'exercice de la fonction juridictionnelle

A. Principe

a) Les actes d'organisation du service public de la justice

b) Les actes d'exercice de la fonction juridictionnelle

B. Exceptions

Section II : Le partage du contentieux administratif entre juridiction administrative et juridiction judiciaire

Sous-Section I : Le contentieux administratif par nature: partage déterminé par l'acte

§ 1. - Contentieux contractuel

§ 2. - Contentieux non contractuel des services publics en gestion publique

A. Le contentieux des services publics à caractère administratif

B. Le contentieux des services publics à caractère industriel et commercial

a) Contentieux des rapports avec les usagers

b) Contentieux des rapports avec les tiers

c) Contentieux des rapports avec les agents

§ 3. - Autres contentieux non contractuels

A. La gestion du domaine privé

B. Le contentieux des services publics confiés à des personnes privées

a) Litiges avec les usagers et les tiers

b) Les litiges relatifs à l'organisation interne

C. Les actions dirigées contre des personnes privées

Sous-Section II : Contentieux judiciaire par dérogation: partage déterminé par les textes

§ 1. - Les considérations de principe

A. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle

a) Aspect constitutionnel

b) Aspect législatif

1. L'ancien article 136 du Code de procédure pénale

2. L'hospitalisation d'office

B. L'autorité judiciaire, gardienne de la propriété privée

a) application de textes à valeur législative, dans des matières spéciales touchant à la propriété privée

b) interprétation jurisprudentielle, dans les domaines de l'emprise irrégulière

C. Le cas particulier de la voie de fait

§ 2. - Les considérations d'opportunité

A. ...relatives à la responsabilité

a. La responsabilité du fait des véhicules

b. La responsabilité du service public de l'enseignement

c. La responsabilité des entrepreneurs de travaux publics pénalement poursuivis

d. Les responsabilités inspirées par l'idée d'assurance

B. ... résultant de la volonté politique ou de la tradition

a. Les attributions de compétence "économiques"

b. Les attributions de compétence "historiques"

1. L'état des personnes, la nationalité et l'électorat sont attribués à la juridiction judiciaire.

2. Le contentieux fiscal

3. Le contentieux de la Sécurité sociale

4. Le contentieux de la voirie routière

Chapitre 2 : Le règlement des difficultés de compétence

Section I : Les moyens d'ordre public et règlements de juge

§ 1. - Moyens d'ordre public

§ 2. - Répartition de compétence à l'intérieur de la juridiction administrative

Section II : Les questions préjudicielles

Introduction. Place des questions préjudicielles dans la séparation des autorités administratives et judiciaires

§ 1. - Les questions préjudicielles de droit administratif devant les tribunaux judiciaires statuant en matière civile

§ 2. - Les questions préjudicielles de droit administratif devant les tribunaux judiciaires statuant en matière pénale

§ 3. - Les questions de droit privé préjudicielles pour la juridiction administrative

Section III : Les conflits

Introduction : Le Tribunal des conflits

§ 1. - Le règlement des conflits

A. Les conflits positifs

a) Les étapes de la procédure

b) Les juridictions concernées

B. Les conflits négatifs

§ 2. - La prévention des conflits et des divergences de jugement

A. Prévention du conflit négatif

B. Prévention de tous types de divergence de jugement

§ 3. - La suppression au fond des dénis de justice

Deuxième Partie :

Le droit administratif, fondement du contrôle de l'action administrative

Chapitre 1 : Principe de légalité et étendue du contrôle du juge

Section I : Le pouvoir discrétionnaire de l'auteur de l'acte

§ 1. - Le pouvoir discrétionnaire limité par la compétence liée

§ 2. - Le pouvoir discrétionnaire limité par le juge

Section II : L'étendue du contrôle du juge

§ 1. - Contrôle minimal

§ 2. - Contrôle restreint

§ 3. - Contrôle normal

§ 4. - Contrôle d'exacte proportionnalité

A. *La théorie du bilan en matière d'expropriation*

B. *Les autres domaines*

Section III : Le pouvoir interprétatif du juge et la fonction jurisprudentielle

§ 1. - Position du juge administratif dans la production normative

§ 2. - Le seul résultat normatif de la production jurisprudentielle : les principes généraux du droit

A. *Origine*

B. *Contenu des principes généraux du droit*

a) La liberté

b) L'égalité

c) La sécurité

d) La catégorie résiduelle

Section IV : Les atténuations du contrôle du juge : les circonstances exceptionnelles

Sous-Section I : Les régimes textuels des circonstances exceptionnelles

§ 1. - L'état de siège

§ 2. - L'état d'urgence

§ 3. - La mise en application de l'article 16

Sous-Section II. Le régime jurisprudentiel des circonstances exceptionnelles

§ 1. - La notion de circonstances exceptionnelles

§ 2. - Le contrôle des actes pris dans des circonstances exceptionnelles

Chapitre 2 : Les sources de la légalité

Section I : Les normes constitutionnelles

§ 1. - Principe du contrôle : la constitutionnalité des actes administratifs

§ 2. - Normes de référence du contrôle

§ 3. - Modalités du contrôle : la "jurisprudence" constitutionnelle

A. *Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République*

B. *Les règles et principes à valeur constitutionnelle*

Section II : La question des normes internationales

§ 1. - Applicabilité et valeur juridique des normes internationales en droit français

A. *Principes*

B. *Mise en œuvre du principe par les ordres de juridiction*

a) L'ordre judiciaire

b) L'ordre constitutionnel

c) L'ordre administratif

§ 2. - Modalités d'application

A. *Les normes internationales sont-elles dans leur ensemble des sources du droit administratif ?*

B. *Quelles conditions doivent remplir les conventions internationales pour être applicables en droit administratif ?*

C. *Quels sont les pouvoirs du juge administratif relativement à l'insertion des normes internationales dans l'ordre juridique interne ?*

D. *Quelle est la valeur des actes dérivés des conventions internationales ?*

Section III : Les normes législatives

§ 1. - Le domaine de la loi, limite à la compétence d'édition des actes administratifs

A. *La Constitution de 1958 ou le domaine réservé à la loi*

B. *L'article 37-1, ou le pouvoir réglementaire autonome de droit commun*

§ 2. - La valeur de la loi comme limite du contenu des actes administratifs

A. *Le refus des juridictions de contrôler la loi promulguée*

B. *L'exception d'inconstitutionnalité*

C. *La loi et le contenu des actes administratifs*

Chapitre 3 : Les causes de l'illégalité d'un acte administratif

Section I : L'illégalité externe

§ 1. - L'incompétence

A. *Les types classiques d'incompétence*

B. *Les vices de procédure affectant la compétence*

§ 2. - Le vice de procédure

A. *Le noyau dur de la procédure*

B. *Le ventre mou de la procédure*

§ 3. - Le vice de forme

Section II : L'illégalité interne

§ 1. - Le détournement de pouvoir

A. *La poursuite d'un but privé*

B. *La poursuite d'un intérêt public étranger aux compétences exercées*

§ 2. - La contradiction directe d'une norme supérieure

§ 3. - Le vice des motifs

A. *L'erreur de fait*

B. *L'erreur de droit*

a) Le défaut de base légale

b) L'établissement de l'acte sur une norme elle-même illégale

c) La méconnaissance du sens de la norme

d) Le détournement de procédure

C. *L'erreur de qualification juridique des faits*

Troisième Partie :

Le droit administratif, support de l'action administrative

Chapitre 1 : Le service public, finalité de l'action

Section I : La notion fonctionnelle de service public

Sous-Section I : L'identification du service public

§ 1. - La prestation de service public

§ 2. - Éléments d'identification

A. Lien spécial avec une personne publique.

B. But d'intérêt général.

C. Limites particulières

Sous-Section II : La qualification administrative ou industrielle et commerciale du service public

§ 1. - La qualification textuelle

§ 2. - La qualification jurisprudentielle

A. Objet du service

B. Sources de financement

C. Modalités de fonctionnement

Section II : La fondation et la suppression des services publics

§ 1. - Les autorités compétentes

A. Compétence de principe des personnes publiques

B. Possibilité d'un "service public virtuel" à l'initiative des personnes privées

C. Exception apparente des collaborateurs occasionnels et bénévoles

§ 2. - Un droit au service public ?

§ 3. - Les limites de la fondation et de la suppression

A. Limites générales

B. Limites propres aux services publics locaux

Section III : Les principes cardinaux de fonctionnement du service public

Sous-section I : L'égalité devant le service public

§ 1. - Affirmation solennelle mais application nuancée du principe

A. Les usagers des services publics

B. Les personnels des services publics

C. Les fournisseurs des services publics

§ 2. - Les corollaires du principe

A. La neutralité du service public

B. L'égalité par le service public

Sous-section II : La continuité du service public

§ 1. - La nature du principe

A. Sources du principe de continuité

B. Contenu du principe de continuité

§ 2. - Les rapports avec d'autres principes de droit public

A. Principes régissant les contrats

B. Principes régissant la grève

Sous-section III : L'adaptation du service public

- § 1. - Conditions d'application
- § 2. - Régime de l'adaptation

Chapitre 2 : Le pouvoir réglementaire

Section I : Le pouvoir réglementaire général

- § 1. - Le domaine du pouvoir réglementaire général
 - A. *Cas général*
 - B. *Cas particulier des pouvoirs de police générale du Premier ministre*
- § 2. - Les titulaires du pouvoir réglementaire général
 - A. *Principe*
 - B. *Sanction*
 - C. *Exceptions notables*
- § 3. - L'extension du pouvoir réglementaire général : les ordonnances
 - A. *La loi d'autorisation*
 - B. *L'édition*
 - C. *La validité*

Section II : Le pouvoir réglementaire d'autres autorités administratives

- § 1. - Les ministres et chefs de service
 - A. *Le pouvoir réglementaire de tout chef de service*
 - B. *Le pouvoir réglementaire du ministre hors de sa qualité de chef de service*
- § 2. - Les autorités administratives indépendantes
 - A. *Position de l'institution (rappel)*
 - B. *Nature réglementaire de certains de leurs actes*
- § 3. - Les autorités des collectivités territoriales

Section III : L'obligation d'exercer le pouvoir réglementaire

- § 1. - Obligation générale de réglementer pour appliquer les textes
- § 2. - Obligation spéciale de réglementer pour abroger les règlements illégaux

Chapitre 3 : La police administrative

Section I : Service public ou ordre public ?

- § 1. - L'activité de police, activité de service public
- § 2. - L'ordre public, but de l'activité de police

Section II : Éléments distinctifs de la police administrative

- § 1. - Distinction interne : police générale et police spéciale
 - A. *La police administrative générale*
 - a) Titulaires du pouvoir de police administrative générale
 - b) Concours des polices administratives générales.
 - B. *Les polices administratives spéciales*
 - a) Différenciation de la police générale
 - b) Concours entre police spéciale et police générale
 - c) Concours entre polices spéciales

§ 2. - Distinction externe : police administrative et police judiciaire

A. Position du problème

B. Principe de distinction

C. Mise en œuvre du principe

Section III : Contrôle de légalité des mesures de police administrative

§ 1. - Conditions générales de légalité

A. Contraintes tirées de la nature des actes

B. Obligation au fond de prendre des mesures de police administrative

§ 2. - La subordination de la légalité des mesures de police administrative à leur nécessité

A. Principe

B. Interdictions générales et absolues

à mes chers étudiants de L2